

Tebboune renverse à nouveau la table : ni visite ni ambassade pour Lecornu

écrit par Juvénal de Lyon | 15 septembre 2025



L'UE envisage de réviser ses relations commerciales avec l'Algérie



L'UE envisage de réviser ses relations commerciales avec l'Algérie

Désormais la France devra se soumettre au bon vouloir et à l'agrément de l'Algérie et de son satrape Tebboune

pour toute nomination de premier ministre, ministre ou sous-secrétaire d'Etat, sinon ils seront prêts au conflit ouvert... et pendant ce temps l'impératrice Von der Laheyne négocie avec l'aval de Macron (le petit garçon de Brigitte) et dans le dos de la France un nouvel accord entre l' UE et l' Algérie.

Merci Ursula de nous faire chocolat... et cocus avec Lecornu !

Crise diplomatique entre l'Algérie et la France [] suite... le président Abdelmadjid Tebboune a refusé de recevoir le nouveau Premier ministre français Sébastien Lecornu.

Et il a rejeté l'ouverture de l'ambassade de France à Alger.

Cette décision marque un nouveau tournant dans les relations déjà tendues entre les deux pays... Le grand désamour se poursuit avec le satrape Tebbounien.

Le nouveau Premier ministre français provoque une onde de choc en Algérie. Entre tensions diplomatiques, déclarations fortes et escalade politique, les relations entre Paris et Alger entrent dans une nouvelle phase.

Bientôt Paris devra demander l'aval de Tebboune pour toute nomination de ministre et la France sera sous tutelle de l' Algérie; qu' en pensez vous chers lecteurs ?

L'UE révisé ses relations commerciales avec l'Algérie

L'Union européenne prépare un « Pacte pour la Méditerranée » concernant le commerce dans la région. Selon Euronews, les vingt-sept États membres souhaitent supprimer certaines barrières commerciales et moderniser leurs relations avec plusieurs pays du sud et du sud-est de la Méditerranée. L'Algérie figure parmi les États concernés par ce projet.

Ce pacte, dont la préparation est assurée par la

Commission européenne, doit être présenté à la mi-octobre 2025. Le document préparatoire, finalisé avant avril 2025, propose de rapprocher les réglementations de plusieurs pays partenaires des règles appliquées dans le marché unique européen.

L'Algérie est liée à l'Union européenne depuis 2005 par un « accord d'association ».

Ce texte organise le cadre des relations commerciales et économiques bilatérales. En 2025, cet accord a atteint vingt années d'application. Les autorités ont régulièrement demandé sa révision, considérant que son application n'a pas permis un équilibre satisfaisant entre les importations et les exportations.

Entre 2005 et 2019, les exportations algériennes hors hydrocarbures vers l'Union européenne ont été estimées à environ 15 milliards d'euros. Sur la même période, les importations en provenance de l'Union européenne se sont élevées à environ 320 milliards d'euros. Ce déséquilibre est mis en avant dans les discussions menées à Alger.

En juillet 2025, la Commission européenne a déclenché une procédure d'arbitrage concernant des restrictions commerciales appliquées par l'Algérie. Le gouvernement a contesté cette démarche en soulignant que seul le Conseil d'association Algérie–Union européenne dispose de la compétence pour trancher de tels différends. Selon Diego Mellado, ambassadeur de l'Union européenne en Algérie, les discussions actuelles visent à inclure de nouveaux volets dans le partenariat. Diego Mellado a déclaré que ce partenariat devait désormais porter sur « l'investissement, la valeur locale, le transfert technologique et les énergies propres ». Il a cité en particulier l'hydrogène vert, mentionnant le projet Takati comme exemple de coopération dans ce domaine. [Le projet de pacte évoqué par Euronews](#) prévoit également de soutenir les petites et moyennes entreprises dans les pays partenaires, de simplifier les procédures

commerciales et de mettre en place un dialogue structuré pour traiter les barrières non tarifaires. D'autres éléments concernent l'adoption de labels environnementaux, l'actualisation des règles d'origine et l'harmonisation des normes énergétiques et environnementales.

En 2023, [l'Union européenne](#) représentait environ 46 à 50 % des échanges commerciaux de l'Algérie. Elle reste ainsi le premier partenaire économique du pays. L'intégration de l'Algérie dans le futur pacte euro-méditerranéen est donc inscrite dans un contexte où les relations économiques avec l'Union européenne occupent déjà une place centrale. Le document évoqué par Euronews précise que les pays directement concernés sont l'Algérie, l'Égypte, la Jordanie, le Liban, la Libye, le Maroc, la Palestine, la Tunisie et la Syrie. Des consultations devraient également associer la Turquie et les pays du Golfe. [Source](#)

Juvénal de Lyon / LIBÉREZ BOUALEM SANSAL

Ps : Avez vous entendu nos médias évoquer ces sujets capitaux, alors qu'Alger méprise ouvertement la Macronie et ipso facto la France humiliée aux yeux du monde entier ? Il est plus facile pour Macron de jouer les « va-t-en-guerre », tel un matamore face à Poutine. On a vu pour le MERCOSUR le toutou s'aplatir et rentrer à la niche au dépens de nos agriculteurs furieux et cocufiés en préférant défendre la bagnole allemande d'Ursule la teutonne ! LE TRAÎTRE !!!